

## **EUROmad + 2026 - Sommet UE et Afrique de l'Ouest**



**“Comment relancer la coopération entre l’Union européenne et les organisations régionales uest-africaines ( CEDEAO, l’UEMOA et la CEN-SAD) pour répondre aux défis migratoires, sécuritaires, économiques et démocratiques en Afrique de l’Ouest ?”**

**Commissaires:** Adrian ORTIZ, Faustine PROU, Maelle CHUZEVILLE

## SOMMAIRE :

<b>SOMMAIRE.....</b>	<b>2</b>
<b>I) INTRODUCTION:.....</b>	<b>3</b>
<b>II) BILAN HISTORIQUE:.....</b>	<b>5</b>
<b>III) CONTEXTUALISATION POLITIQUE:.....</b>	<b>7</b>
A. Mise en contexte des défis régionaux.....	7
B. Position des États membres de l'UE.....	10
C. Position des États uest-africains (CEDEAO, UEMOA, CEN-SAD).....	10
<b>IV) INFORMATIONS STATISTIQUES:.....</b>	<b>10</b>
<b>V) SITOGRAPHIE:.....</b>	<b>11</b>

## 1) INTRODUCTION

L'Afrique de l'Ouest et l'Union européenne (UE) entretiennent des liens étroits, fondés sur l'histoire, la géographie ainsi que des intérêts communs. L'UE est aujourd'hui l'un des principaux partenaires politiques, économiques et sécuritaires des États de cette région (accords de Lomé, politiques de coopération pour le développement de l'UE ou de chaque État membre...). Les organisations régionales ouest-africaines, comme la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) et la Communauté des États Sahélo-Sahariens (CEN-SAD), jouent un rôle central dans la coordination des politiques et la défense des intérêts communs de leurs membres. Pourtant, malgré ces liens, ces dernières connaissent actuellement des tensions liées à des crises politiques, à des désaccords sur la gouvernance et à des défis sécuritaires persistants. La commission européenne estime qu'il est important de renouer le dialogue entre les acteurs régionaux pour atténuer ces tensions. Elle envisage le renforcement des relations et de la coopération avec cet espace comme une des priorités de sa politique extérieure. Elle est tout particulièrement préoccupée par l'insécurité régionale et les conséquences qu'elle implique.

En effet, la sécurité en Afrique de l'Ouest reste fragile. Le terrorisme, particulièrement dans le Sahel, déstabilise les États, provoque des déplacements massifs de population et freine le développement. L'UE a déjà déployé des missions militaires et des missions de formation, comme EUTM Mali, pour renforcer les capacités des armées locales. Ses États membres ont aussi participé à des interventions propres ou sous l'égide de l'ONU. Cependant, ces efforts se heurtent à un problème majeur : la corruption. Celle-ci affaiblit les institutions, détourne des fonds destinés à la sécurité et à l'aide au développement et mine la confiance entre partenaires. Sans transparence et bonne gouvernance, les projets de coopération risquent de perdre leur efficacité et leur légitimité. (Attention les européens, diplomatiquement les européens ne font pas la leçon aux africains)

Parallèlement, l'instabilité politique s'aggrave, avec une succession de coups d'État au Mali, au Burkina Faso et au Niger (dans un sommet avec les nouveaux pouvoirs de ces pays l'Europe ne va pas employer ce mot et va décrire les choses avec plus de diplomatie), qui remettent en cause l'ordre constitutionnel et compliquent les relations avec l'UE. Ces tensions sont aussi alimentées par un héritage historique complexe : celui du passé colonial. La France, en particulier, conserve une influence culturelle, militaire et économique importante dans la région, ce qui nourrit à la fois des partenariats solides et, chez certains, un sentiment de méfiance ou de rejet. Cette difficulté à « liquider » le passé colonial rend parfois le dialogue entre l'Afrique de

l'Ouest et l'UE plus sensible, surtout quand la coopération est perçue comme une ingérence ou une dépendance.

Sur le plan économique, la région possède pourtant d'immenses atouts : des ressources naturelles abondantes, un potentiel agricole considérable et une population jeune en forte croissance. Néanmoins, le manque d'infrastructures modernes, les inégalités ainsi que la faible intégration régionale freinent son développement. L'UE pourrait jouer un rôle important en soutenant des projets durables dans l'agriculture, le numérique ou les transports, à condition que ces investissements profitent réellement aux populations locales et non à des réseaux corrompus.

Les migrations constituent également un défi majeur. Ces dernières sont souvent motivées par la recherche d'opportunités économiques, la fuite des conflits ou les effets du changement climatique. L'UE et les organisations ouest-africaines doivent trouver un équilibre entre la gestion des migrations irrégulières, la protection des réfugiés et la mise en place de voies légales de mobilité.

Enfin, un autre facteur complique ce partenariat : l'influence croissante d'acteurs extérieurs tels que la Russie, la Chine ou la Turquie. Leur présence renforce la compétition géopolitique, introduit de nouvelles dépendances stratégiques et redéfinit le principe de souveraineté.

Face à cette accumulation de défis - terrorisme, instabilité politique, corruption, héritage colonial, pressions économiques et migratoires -, une question essentielle se pose : **comment relancer la coopération entre l'Union européenne et les organisations régionales ouest-africaines pour relever ces enjeux, tout en respectant les spécificités et la souveraineté des États concernés ?**

## 2) BILAN HISTORIQUE

Les racines des relations entre l'Afrique de l'Ouest et l'Europe remontent à l'époque coloniale, où les grandes puissances européennes se sont partagées la région lors de la conférence de Berlin de 1884-1885 sans tenir compte des réalités locales. La France, le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Espagne divisent alors la région selon leurs propres intérêts en établissant des systèmes économiques et politiques afin d'exploiter les ressources naturelles de la région.

La France, après avoir annexé des territoires comme le Sénégal, le Mali, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, impose une politique d'assimilation, cherchant à intégrer ces pays dans le système français. La colonisation est marquée par une exploitation des ressources et une administration centralisée, souvent au détriment des structures locales. Le Royaume-Uni, quant à lui, a concentré ses efforts sur des colonies telles que le Nigeria et le Ghana, en optant pour une politique moins intrusive que celle de la France. Toutefois, l'objectif reste le contrôle des ressources et la gestion de l'économie locale au service de la métropole. L'Allemagne a également eu une présence significative, notamment dans des zones comme le Togo et le Cameroun, mais ces territoires sont perdus après la Première Guerre mondiale, à la suite du traité de Versailles.

La décolonisation de l'Afrique de l'Ouest débute dans les années 1950, alors que les pays africains, influencés par les mouvements de libération, accèdent à l'indépendance. Le Ghana devient le premier pays d'Afrique subsaharienne à obtenir son indépendance en 1957, suivi par le Sénégal et d'autres nations en 1960. Ce processus met fin à l'empire colonial européen, mais laisse en place des relations de dépendance qui orientent les politiques post-indépendance (endettement vis-à-vis des pays du Nord, politiques de coopération et développement ambiguës, ingérences multiples...)

La France, bien qu'ayant accordé l'indépendance à ses anciennes colonies, continue à exercer une forte influence à travers la Françafrique, un système qui maintient des liens économiques, politiques et militaires étroits entre la France et ses anciennes colonies. Le Mali, la Côte d'Ivoire, et d'autres pays continuent à bénéficier de l'aide et de l'intervention française, notamment dans le domaine militaire. Au Royaume-Uni, le processus de décolonisation donne naissance au Commonwealth, une organisation qui permet aux anciennes colonies de conserver des liens économiques et politiques, bien que ces liens soient plus souples comparés à ceux de la France.

Face aux défis économiques et politiques internes, les pays d'Afrique de l'Ouest se regroupent au sein de diverses organisations régionales pour encourager une plus grande coopération. En 1975, la CEDEAO est instaurée lors de la signature du Traité d'Accra. L'objectif étant de promouvoir l'intégration économique, politique et la stabilité

régionale à travers la libre circulation des biens, des services et des personnes. Dans les années 1990, l' UEMOA est fondée et regroupe huit pays de la région francophone sous une même monnaie, le franc CFA. Son objectif est de faciliter les échanges commerciaux et de coordonner les politiques économiques pour stimuler la croissance. La CEN-SAD, créée en 1998, vise à renforcer la coopération entre les pays sahéliens et sahariens, souvent confrontés à des problèmes de sécurité, de sécheresse et de pauvreté.

Dans les années 1970 et 1980, l'Union européenne, alors dans le cadre de la CEE, engage des relations de coopération avec les pays d'Afrique à travers les Accords de Lomé. Signés en 1975, ces accords établissent un cadre pour les échanges commerciaux et l'aide au développement, visant à réduire la dépendance des anciennes colonies européennes et à favoriser le développement économique de la région. Ces accords sont prolongés à plusieurs reprises et ont permis une coopération plus structurée entre l'Europe et l'Afrique de l'Ouest.

Les Accords de Cotonou (2000), signés après l'achèvement des Accords de Lomé, marquent un tournant. Ces accords introduisent des principes plus modernes, mettant l'accent sur la gestion des droits de l'homme, la démocratie et la gestion des migrations. Ils offrent également un accès préférentiel au marché européen pour les produits agricoles et les matières premières, tout en appliquant des conditions strictes en matière de gouvernance et de respect des droits humains, notamment une certaine dignité des conditions des travailleurs, conformément aux valeurs européennes.

Au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle, des tensions internes et des crises politiques impactent l'UE et ses partenaires ouest-africains. Le Mali, en particulier, fait face à une instabilité grandissante avec le coup d'État de 2012 qui entraîne l'intervention militaire de l'UE à travers la mission EUTM Mali (European Union Training Mission). Cette dernière visant à former les forces armées maliennes pour lutter contre les groupes terroristes du Sahel.

Au même instant, l'UE devient de plus en plus impliquée dans la gestion des crises migratoires, avec des flux migratoires importants depuis l'Afrique de l'Ouest vers l'Europe, souvent motivés par la pauvreté, les conflits et le changement climatique. L'accord de Rabat (2006) et l'accord de Khartoum (2014) sur les migrations permettent à l'UE de travailler en étroite collaboration avec les pays d'Afrique de l'Ouest pour renforcer la gestion des migrations et la lutte contre le trafic d'êtres humains.

Depuis les années 2000, l'influence de la Chine, de la Russie et de la Turquie s'est accrue en Afrique de l'Ouest. Ces puissances, par leurs investissements massifs dans les infrastructures et les ressources naturelles, représentent un défi pour l'UE, qui doit redéfinir son rôle face à cette compétition. L'accès aux ressources naturelles et les relations économiques ont également renforcé la présence de ces nouvelles puissances dans la région, notamment en Côte d'Ivoire, en Guinée, et au Nigeria, mettant la pression sur l'UE pour maintenir son influence.

### 3) CONTEXTUALISATION POLITIQUE

#### A. Mise en contexte des défis régionaux

L'Afrique de l'Ouest est fortement touchée par des crises d'instabilité politique ce qui fragilise et ralentit la CEDEAO et menace la coopération internationale. En effet, les coups d'Etat se multiplient dans cette région, notamment au Mali, au Burkina Faso, en Guinée et au Niger depuis 2020. Par conséquent, les juntas militaires remettent en question l'autorité de la CEDEAO en menaçant de la quitter et de privilégier des politiques hostiles à la médiation internationale que représentait l'organisme Ouest africain.

De plus, plusieurs élections ont été contestées dans cette région, comme en Côte d'Ivoire en 2020, au Nigéria en 2023, au Sénégal en 2024. Ces contestations affaiblissent la gouvernance démocratique et alimentent les tensions internes, compliquant par ailleurs le dialogue avec l'UE.

La CEDEAO peine à imposer ses sanctions et à harmoniser sa politique.

A ces défis politiques s'ajoutent des enjeux sécuritaires majeurs auxquels se heurtent les organisations régionales uest-africaines tels que l'expansion des groupes terroristes du Sahel qui est devenu le foyer principal du terrorisme. Les Etats, déjà fragiles, peinent à y faire face seuls et se tournent vers d'autres puissances telles que la Russie, la Turquie ou encore la Chine.

Ces nouveaux acteurs (Russie, Turquie et Chine) proposent des coopérations sécuritaires et économiques aux juntas militaires sans tenir compte du caractère non-démocratique de ces dernières et des obligations internationales relatives aux droits de l'Homme. Du côté russe la milice Wagner étend fortement son influence au Mali et en RCA. Par conséquent, les missions européennes comme EUTM Mali ont été remises en cause ou expulsées, réduisant la capacité de l'UE à agir directement.

En outre, les défis migratoires sont conséquents avec plus de 6 millions de déplacés internes (OCHA, 2025 et 100 000 arrivées irrégulières via l'Afrique de l'Ouest en 2024-2025 selon l'OIM), constituant une pression migratoire forte pour l'Europe. L'UE doit donc s'efforcer de garantir sa coopération sur la gestion des flux et la protection des réfugiés, tout en favorisant les migrations légales vers le continent européen.

Les crises politiques et sécuritaires peuvent bloquer le dialogue alors que les défis régionaux augmentent et appellent au contraire à davantage de coopération. Les institutions des organisations régionales ouest-africaines sont fragilisées comme la CEDEAO qui souffre d'une mise en œuvre inégale de ses politiques régionales. De même, plusieurs Etats dirigés par des jupes militaires (Mali, Niger, Burkina Faso, Guinée) menacent de se retirer de la CEDEAO, fragilisant la cohésion régionale.

Bien que la CEDEAO et l'UEMOA aient des fonctions complémentaires, elles peinent à harmoniser leurs programmes.

Les relations UE - organisations régionales sont ainsi sous tension. En excluant ou suspendant certains Etats par la CEDEAO, l'UE ne peut pas mener de coopération directe et complète avec tous les acteurs régionaux. Cela crée une difficulté de coordination, car les décisions et initiatives régionales sont parfois prises sans la participation de certains pays clés, limitant l'efficacité de la coopération.

Tous ces éléments engendrent une méfiance accrue vis-à-vis de l'UE.

Cependant, l'UE reste un partenaire majeur pour les pays d'Afrique de l'Ouest en termes de soutien financier, de commerce et de sécurité (Global Gateway, ARAA, agriculture, infrastructures). Plusieurs projets sont en cours entre l'UE et les régions ouest-africaines. Par exemple, le volume des échanges entre l'UE et l'Afrique de l'Ouest était de 64 milliards d'euros en 2024. Les exportations annuelles vers l'Afrique de l'Ouest ont augmenté annuellement de 1.9%.

Sur le plan migratoire, une collaboration entre la CEDEAO-UE est en cours pour mieux analyser et gérer les flux de populations.

De plus, L'Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA), rattachée à la CEDEAO, coordonne des projets agricoles structurants (irrigation, plateformes de marché, stockage) avec le soutien de l'UE et la Banque mondiale.

L'initiative européenne Global Gateway (300 Mds € d'investissements) vise à renforcer la connectivité et les infrastructures durables au sein de l'Afrique de l'Ouest.

## B. Position des États membres de l'UE

La France, en raison de son passé colonial, maintient une présence importante dans la région. Elle apporte son soutien aux opérations militaires mais de manière plus

ciblée et moins visible, en évitant les engagements massifs comme au Sahel suite aux échecs : recentrage, réduction des effectifs, etc... De plus, la France apporte un soutien économique en investissant dans les infrastructures, l'énergie, l'agriculture comme par exemple avec des compagnies privées (TotalÉnergies) mais aussi des institutions publiques (l'agence française de développement). Néanmoins, le maintien de son influence via la diplomatie et l'aide au développement est critiqué par certains pays d'Afrique de l'Ouest. Quant au problème migratoire, la France s'efforce pour atteindre des accords de réadmission et de coopération avec les pays de départ et de transit (sur le plan bilatéral et via l'Union européenne)

**L'Allemagne** a une approche moins militaire et plus économique. Elle soutient financièrement et logistiquement les missions de l'UE sans s'engager directement. Elle accueille des étrangers régulièrement mais cherche également à réduire les flux migratoires illégaux.

La gestion de ces derniers reste une préoccupation majeure pour **l'Espagne** et **l'Italie** qui négocient des accords de réadmission avec les pays ouest-africains et soutiennent les gardes-côtes locaux. De plus, en termes de sécurité, ces deux États participent aux missions européennes de formation telles que l'EUTM. **L'Espagne** et **l'Italie** investissent dans les pays de transit ( Sénégal, Côte d'Ivoire).

Les pays de l'Europe de l'Est comme **la Pologne, la Hongrie, la Tchéquie, la Slovaquie, la Roumanie et la Bulgarie** sont peu engagés en Afrique de l'Ouest mais restent sensibles aux défis migratoires en s'opposant notamment à l'accueil des migrants.

**Les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg** montrent un soutien au développement, à la gouvernance et aux droits de l'homme. Ils investissent dans l'agriculture, l'éducation et la santé. L'accueil des migrants est limité mais apporte un soutien aux programmes de réintégration dans les pays d'origine.

## C. Position des États uest-africains (CEDEAO, UEMOA, CEN-SAD)

- **CEDEAO** ( Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest). La CEDEAO agit comme un médiateur politique mais est affaiblie par les juntas qui la menacent et contestent ses sanctions.
- **L'UEMOA** (Union économique et monétaire uest-africaine) a un rôle économique : elle est centrée sur l'intégration économique et monétaire. Elle est plus stable que la CEDEAO et collabore étroitement avec l'UE sur les questions de développement, d'infrastructures et de numérique : elle bénéficie de financements européens pour des projets d'infrastructures à travers plusieurs programmes tel que Global Gateway.
- **CEN-SAD** (Communauté des États sahélo-sahariens) a un rôle plus limité que la CEDEAO en Afrique de l'Ouest. Elle est souvent perçue comme moins efficace en raison de son manque de moyens et de coordination. Malgré le soutien de l'UE notamment concernant les projets transfrontaliers, la CEN-SAD reste un partenaire secondaire.

## 4)INFORMATIONS STATISTIQUES

- Dialogue sur la coopération sécuritaire, politique et éco entre l'UE et les Etats d'Afrique de l'ouest:

Coups d'État : Depuis 2020, l'Afrique de l'Ouest a connu plusieurs putschs militaires :

- Mali (août 2020, mai 2021)
- Guinée (septembre 2021)
- Burkina Faso (janvier et septembre 2022)
- Niger (juillet 2023)

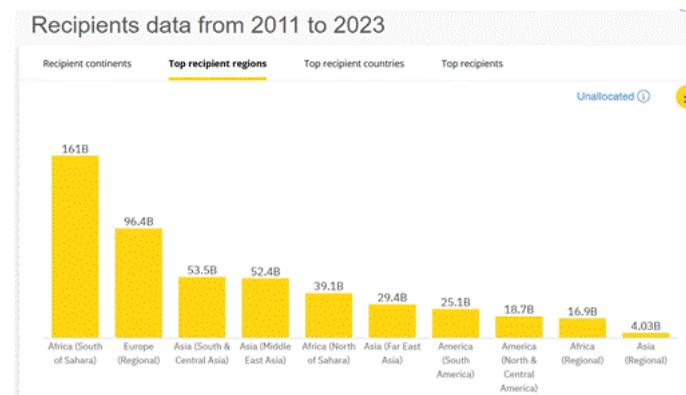
Élections contestées : Fraudes, irrégularités, violences post-électorales (ex. : Côte d'Ivoire 2020, Nigeria 2023, Sénégal 2024).

Missions et opérations militaires:



La PSDC est un cadre de coopération dans le domaine de la défense et de la gestion de crises. Les pays de l'UE doivent mettre des capacités civiles et militaires à la disposition de l'UE pour mettre en œuvre la PSDC.

- Développement éco et infrastructures durables : investissements, agriculture, numérique, transport:



Source [https://team-europe-explorer.europa.eu/oda/explore-oda\\_en](https://team-europe-explorer.europa.eu/oda/explore-oda_en)

# Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique

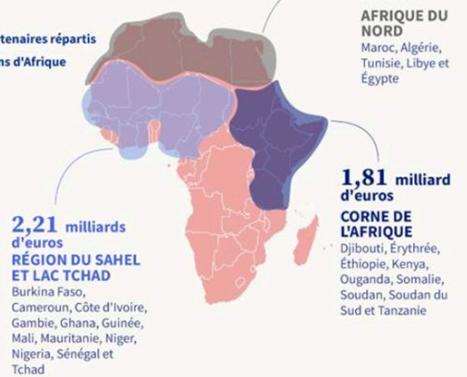
## FINANCEMENTS

Le fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique a annoncé la mobilisation de plus de **5 milliards d'euros**

À ce jour **4,9 milliards d'euros** ont été approuvés en faveur de **251 programmes**

## BÉNÉFICIAIRES

**26** pays partenaires répartis dans **3** régions d'Afrique



## OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Renforcer la résilience des communautés

Accroître les débouchés économiques et les perspectives d'emploi

Améliorer la gestion des migrations

Améliorer la gouvernance et la prévention des conflits



9,5 millions de personnes bénéficiant de services sociaux de base

127 800 emplois ont été créés

509 000 migrants en transit et personnes déplacées de force ont bénéficié d'une protection

4,4 millions de personnes bénéficiant d'une aide nutritionnelle

668 500 personnes ont bénéficié d'une aide pour développer des activités génératrices de revenus

2 millions de personnes ont bénéficié d'une campagne d'information sur les risques liés à la migration

1,9 million de personnes participent à des activités de prévention des conflits et de consolidation de la paix

Source: Commission européenne (dernière mise à jour en janvier 2022)  
© Union européenne, 2022  
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Source : <https://www.consilium.europa.eu/fr/infographics/eu-trust-fund-africa/>

Global gateway: offre d'investissement public et privé de l'UE visant à mobiliser jusqu'à 300 milliards d'euros d'investissements à l'échelle mondiale entre 2021 et 2027.

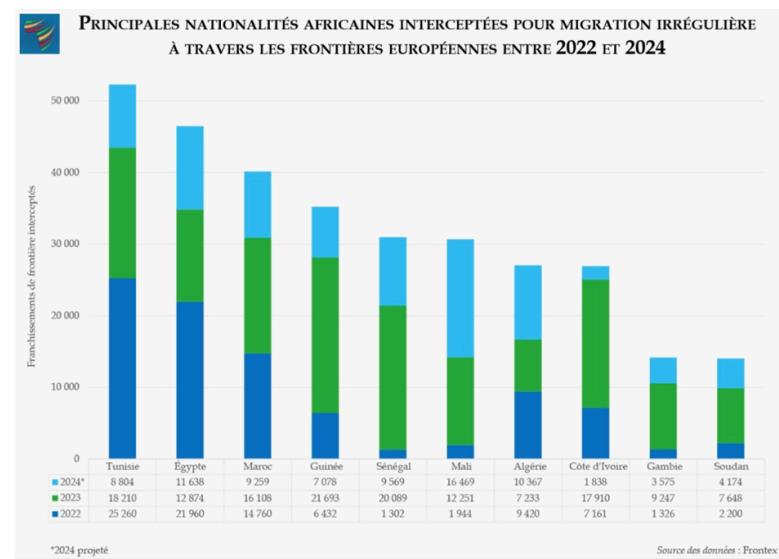
Dépense de l'UE à l'aide humanitaire en Afrique de l'Ouest et centrale en 2023

Pays	Montant alloué (2023)
Burkina Faso	25,5 M€
Mali	26 M€
Mauritanie	6,5 M€
Centrafrique	20,5 M€
Nigeria	34 M€
Niger	25 M€
Tchad	26,5 M€
Cameroun	17 M€
Total	181,5 M€

- Migrations et mobilité humaine: coopération sur les migrations légales/irrégulières, aide aux réfugiés

Plus de 6 millions de déplacés internes dans la région (source : OCHA 2025).

Plus de 100 000 arrivées irrégulières en Europe via l'Afrique de l'Ouest en 2024-2025 (source: OIM).



## SITOGRAPHIE

Afin de poser les bases pour bien débuter, voici ci dessous les liens des organisations importantes qui coopèrent avec l'Europe :

CEDEAO :

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Communaut%C3%A9\\_C3%A9conomique\\_des\\_%C3%89 tats\\_de\\_l%27Afrique\\_de\\_l%27Ouest](https://fr.wikipedia.org/wiki/Communaut%C3%A9_C3%A9conomique_des_%C3%89 tats_de_l%27Afrique_de_l%27Ouest)

UEMOA :

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Union\\_%C3%A9conomique\\_et\\_monnaie\\_africaine](https://fr.wikipedia.org/wiki/Union_%C3%A9conomique_et_monnaie_africaine)

CEN

SAD

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Communaut%C3%A9\\_des\\_%C3%89 tats\\_sah%C3%A9lo-sahariens](https://fr.wikipedia.org/wiki/Communaut%C3%A9_des_%C3%89 tats_sah%C3%A9lo-sahariens)

Et évidemment qu'est ce que l'Afrique de l'Ouest et de quels pays elle est constituée ?

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Afrique\\_de\\_l%27Ouest](https://fr.wikipedia.org/wiki/Afrique_de_l%27Ouest)

Sur ce site du gouvernement français vous trouverez la cohérence des politiques commerciales entre la France et les pays d'Afrique de l'Ouest, évidemment tout n'est pas à prendre mais certaines informations peuvent être intéressantes.

<https://agriculture.gouv.fr/coherence-des-politiques-commerciales-avec-le-developpement-le-cas-de-laccord-de-partenariat-entre>

Ce site est celui du conseil européen et il vous aidera à comprendre comment fonctionne la coopération entre l'Europe et les pays d'Afrique de l'Ouest.

<https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-africa/>

Dans cet article vous allez voir un peu quels sont les acteurs européens importants présents sur le sol ouest africain et on peut aussi y retrouver les rapports de force entre certains pays.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250413-afrique-ouest-l-europe-orientale-s-invite-dans-le-vide-laiss%C3%A9-par-la-france-securite>

Sur ce site certaines personnes se questionnent sur les bénéfices de cette coopération, les risques qu'elle entraîne et l'impact qu'elle a réellement sur l'agriculture.

<https://www.alimenterre.org/a-qui-profite-l'accord-de-partenariat-economique-entre-lafrique-de-l-ouest-et-lunion-europeenne>